

Impôt sur le revenu

Commentant cet aspect particulier de l'impôt, quelqu'un a soulevé la question de savoir si le gouvernement avait l'intention de percevoir des impôts des veuves et des orphelins au point de les forcer à dépendre davantage du bien-être social. C'est une chose à laquelle il faut penser. Les gens continueront de vivre et de s'en tirer d'une façon ou d'une autre; en les frappant de cet impôt on les forcera peut-être à recourir au bien-être social parce que le gouvernement leur enlève, sous forme d'impôt, ce que leur gagne-pain leur avait laissé pour vivre.

Se mettant à la place d'une veuve, une dame a déclaré ne pas comprendre comment un gouvernement pouvait même proposer un tel impôt en toute liberté de conscience. Que la chose soit concevable ou pas, c'est pourtant ce que le gouvernement fait; nous espérons que le ministre méditera sur la situation et accédera à certaines recommandations qui lui sont faites à cet égard.

● (1512)

Avec ces modifications, on vise également un autre objectif, comme l'a signalé le ministre en les présentant; on veut accroître le pouvoir d'emprunt du gouvernement d'environ 10 milliards de dollars, ce qui provoquera de vives critiques aux quatre coins du pays. Alors que l'économie canadienne se trouve dans une situation extrêmement précaire, que le pays se trouve aux prises avec des problèmes d'une gravité extrême et que notre économie est stagnante, le ministre vient demander que l'on augmente de 10 milliards de dollars le pouvoir d'emprunt du gouvernement.

Dans un article paru dans l'édition du 8 novembre du *Sun* de Vancouver sous le titre «L'économie: la priorité d'Ottawa», Dave Smith a dit ceci:

Marc Lalonde, ministre fédéral chargé des relations fédérales-provinciales, a dit lundi que le gouvernement d'Ottawa accordait la priorité à la relance économique et non pas au Québec.

M. Lalonde a ajouté que les perspectives économiques étaient plutôt sombres mais que le gouvernement n'essayerait pas de régler les problèmes actuels à coups de millions.

On trouve exprimées ici deux idées tout à fait nouvelles. C'est en effet tout à fait nouveau que le ministre et probablement le premier ministre (M. Trudeau) également reconnaissent publiquement que le plus sérieux problème du Canada est l'économie. Nous pouvons peut-être espérer que le gouvernement va enfin faire quelque chose maintenant mais, comme l'a dit mon collègue, cela restera toujours un problème tant que les libéraux seront au pouvoir. A mon avis, cela devrait inciter les Canadiens à modifier leurs votes lors des prochaines élections et j'ai bien l'impression que c'est ce qui va se produire.

Ce qui me surprend, c'est que le ministre ait dit que le gouvernement n'essayerait pas de s'en sortir en augmentant ses dépenses et que, par contre, il ait demandé un accroissement de son pouvoir d'emprunt. Que veut donc le gouvernement? Si nous prenons les chiffres, il y a eu une hausse incroyable du budget. Les dépenses gouvernementales ont quadruplé au cours des dix dernières années. Il a fallu à peu près cent ans pour que le budget gouvernemental atteigne environ 10 milliards de dollars, en 1967, chiffre qui devait doubler dans les trois années suivantes, pour doubler encore une fois dans les quatre années qui ont suivi, atteignant un montant total de 42 milliards de dollars l'an dernier. Les prévisions actuelles sont de 46 milliards de dollars. Si le gouvernement ne cherche pas à

[M. Patterson.]

régler le problème en dépensant davantage, je me demande bien ce qu'il fait avec tout cet argent.

La dette nationale s'élève, je crois, à plus de 40 milliards de dollars, ce qui représente des frais d'intérêt de plus de 5 milliards de dollars, et le ministre, malgré tout, nous dit que le gouvernement n'essayait pas de sortir un sou pour nous de cette mauvaise passe. Pour cette année seulement, le déficit prévu sera de plus de neuf milliards de dollars et, maintenant, on nous demande d'accroître le pouvoir d'emprunt du gouvernement. Je ne sais vraiment jusqu'à quel point le pays pourra tenir le coup, monsieur l'Orateur.

Dans un discours prononcé à Victoria le 2 juin 1977, le chef de l'opposition (M. Clark) a déclaré:

Les besoins d'emprunt du gouvernement fédéral sont parmi les principaux facteurs qui ont poussé les autres emprunteurs canadiens à préférer les marchés de capitaux étrangers, ce qui a pour effet de faire monter le total de notre dette extérieure. Le Canada a le triste privilège, à présent, d'être le plus gros emprunteur mondial de capitaux internationaux. L'intérêt que représente la dette extérieure nous coûte à présent plus de deux milliards de dollars par an, soit plus de \$300 par contribuable canadien, et plus de 1 p. 100 du produit national brut. Si les intérêts sur la dette extérieure venaient à atteindre 2 p. 100 du produit national brut, nous en serions au point de non retour—celui où le financement de la dette extérieure constituerait une saignée chronique débiliteuse au chapitre de nos paiements internationaux.

Une des dispositions du bill prévoit l'octroi d'un pouvoir d'emprunt supplémentaire de dix milliards de dollars. Cette demande nous est faite malgré le chômage élevé qui règne chez nous, monsieur l'Orateur, et que nous devons reconnaître comme un fait bien réel. Certains prétendent que les choses ne vont pas aussi mal qu'elles en ont l'air, mais il est certain que cela va mal. Les chiffres des Maritimes nous le démontrent, et en Colombie-Britannique le chômage était de 8.5 p. 100 en octobre, comparé à 7.3 p. 100 le mois précédent. En fait, en Colombie-Britannique il est rarement descendu au-dessous de 9 p. 100 depuis les neuf années de pouvoir du premier ministre actuel. Le chômage est passé de 98,000 le mois dernier à 99,000 ce mois-ci, et dans la cohorte des moins de 25 ans, il est de 14.8 p. 100.

J'ai reçu des lettres de nombreux jeunes qui s'efforcent de trouver des emplois, et de personnes plus âgées, de gens de professions libérales, qui font des pieds et des mains pour trouver un emploi rémunérateur et apporter leur part de travail et subvenir à leurs propres besoins. Et pourtant, d'un mois à l'autre et d'une année à l'autre, le taux de chômage dans tout le pays ne cesse d'augmenter. Ces lettres nous rappellent aussi continuellement le problème des disparités régionales.

J'aimerais dire un mot des difficultés que rencontrent les hommes d'affaires de la Colombie-Britannique et en particulier de la vallée du Fraser. Il y aura beaucoup d'usines de transformation qui ne tarderont pas à fermer leurs portes si l'on ne fait rien pour apporter un peu de justice et leur offrir des compensations. Je sais qu'il est souhaitable que dans certaines régions du pays on aide aux industries qui s'implantent, et je ne m'en plains pas. Mais ces industries subissent des méventes sur des marchés que la population de ma province sert depuis des années, et il y a là un problème majeur.

● (1522)

Parce que la main-d'œuvre coûte moins cher dans certaines régions du Canada et à cause des tarifs de transport absolument injustes et d'un certain nombre d'autres facteurs, plusieurs entreprises de ma région vont être obligées de fermer